

Communiqué de presse

Une majorité claire pour l'imposition minimale prévue par l'OCDE, progression du camp du «non» à la loi sur la protection du climat

Près de quatre semaines avant les votations du 18 juin 2023, la mise en œuvre de l'imposition minimale prévue par l'OCDE bénéficie d'un net soutien. Les défenseurs de la loi sur la protection du climat sont eux aussi en tête, mais le camp du «non» a légèrement progressé par rapport au premier sondage. Le troisième projet, visant à proroger la loi COVID-19, recueille lui aussi la majorité des intentions de vote.

Zurich, le 24 mai 2023 – 20 Minuten et Tamedia viennent de réaliser sur leurs portails d'actualités la deuxième vague du sondage, tous titres confondus, en prélude aux votations fédérales du 18 juin 2023. Les 15 et 16 mai, 11 021 personnes de toute la Suisse ont pris part à ce sondage en ligne dont la marge d'erreur se situe à 1,6 point de pourcentage.

Important soutien à l'imposition minimale prévue par l'OCDE

La deuxième vague du sondage confirme que l'imposition minimale prévue par l'OCDE/le G20 frappant les grands groupes actifs à l'international peut compter sur un large soutien: 75 % des personnes interrogées se disent favorable au projet. 21 % y sont opposées et 4 % ne se prononcent pas encore sur leurs intentions de vote. Le projet jouit d'un vaste appui dans tous les groupes de la population.

L'argument qui emporte le plus l'adhésion des votants est surtout que l'imposition minimale adoptée par l'OCDE et le G20 est juste parce qu'elle oblige les groupes d'entreprises actifs à l'international à payer une part plus importante de leurs impôts en Suisse. 22 % sont d'avis que l'imposition minimale prévue par l'OCDE/le G20 endiguera le phénomène malsain de la concurrence fiscale internationale.

En revanche, les opposants sont convaincus que l'imposition minimale prévue par l'OCDE/le G20 sapera l'attractivité économique de la Suisse. Ils redoutent l'exode de grands groupes internationaux et la perte d'emplois (42 %). Près d'un quart déplorent l'absence de règles

concernant l'affectation des recettes supplémentaires. Ces dernières devraient bénéficier à l'ensemble de la population (notamment pour financer des réductions de primes des caisses maladie ou créer des places de crèches supplémentaires) et non pas servir à des baisses d'impôts unilatérales.

Polarisation partisane autour de la loi sur la protection du climat

Le deuxième projet, consacré à la loi sur la protection du climat et sur l'innovation, vise notamment à améliorer l'efficacité énergétique des chauffages et à encourager les investissements dans les technologies innovantes de réduction des gaz à effet de serre. 55 % des votants soutiennent le contre-projet indirect à «l'initiative pour les glaciers», 43 % y sont hostiles et 2 % ne se prononcent pas encore sur leurs intentions de vote. Le camp du «non» a ainsi légèrement progressé depuis le premier sondage. On observe une nette fracture politique entre les partis: les sympathisants des partis verts et de gauche, PS et Verts ainsi que Vert'libéraux, sont d'ardents défenseurs du projet (respectivement à 83 %, 90 % et 86 %) alors que celui-ci est nettement rejeté en particulier par les adhérents de l'UDC (86 % de non). Le projet recueille également une nette majorité favorable auprès des partisans du Centre. Seule la base du PLR est encore relativement divisée (46 % de oui contre 49 % de non). Le projet bénéficie d'un large appui de la part de la population urbaine (62 % de oui) ainsi que de la Suisse romande (63 % de oui).

Les deux principaux arguments avancés par les défenseurs du projet sont que la Suisse doit contribuer à surmonter la crise climatique (39 %) et que l'abandon des agents énergétiques fossiles réduit la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'étranger, ce qui accroît la sécurité de l'approvisionnement énergétique (28 %). Près d'un tiers des opposants, en revanche, sont d'avis que la loi sur la protection du climat entraînera une forte hausse de la consommation d'électricité, ce qui augmentera de plusieurs milliers de francs par personne le coût annuel de l'énergie (32 %). Ils estiment en outre que les énergies renouvelables ne pourront pas compenser l'abandon des agents énergétiques fossiles, de sorte que des carences en approvisionnement pourraient se produire pendant les mois d'hiver (29 %).

Progression du soutien à la loi COVID-19

En ce qui concerne le troisième objet soumis à la votation nationale, la population suisse se prononcera sur la prorogation jusqu'à la fin de 2024 de certaines dispositions destinées à lutter contre la pandémie de COVID-19. Selon la deuxième vague du sondage, la modification de la loi fédérale correspondante bénéficie d'un soutien à hauteur de 56 %. 42 % la rejettent et 2 % ne se prononcent pas encore sur leurs intentions de vote. Par comparaison avec le premier sondage, c'est surtout le camp des indécis qui a reculé (de 6 % à 2 %). Les sympathisants de l'UDC sont nettement opposés à cette prolongation (76 % de non). C'est dans la tranche d'âge la plus élevée que le soutien à la loi est le plus marqué (70 %).

La majorité des défenseurs (44 %) est d'avis que l'évolution du coronavirus demeure imprévisible et que de nouvelles vagues de la pandémie restent possibles à tout moment.

C'est pourquoi les autorités ont besoin de disposer de bases légales afin d'intervenir rapidement en cas de besoin (notamment pour protéger les personnes particulièrement vulnérables ou le système de santé). Près d'un tiers estiment que la loi COVID-19 et le passe sanitaire ont le potentiel d'éviter des fermetures d'entreprises et des restrictions aux droits fondamentaux dans le cas où une nouvelle vague violente de coronavirus se propagerait. L'argument le plus important pour les opposants au projet est que la pandémie de COVID-19 est terminée et ne nécessite plus aucune mesure (49 %). En outre, 32 % considèrent que la prolongation du passe sanitaire continue à permettre la discrimination à l'encontre des personnes non vaccinées et leur exclusion de la vie publique.

Des sondages approfondis

Les sondages de 20 Minuten/Tamedia en prélude aux votations sont réalisés en collaboration avec LeeWas. Ils modélisent les données étudiées selon des variables démographiques, géographiques et politiques afin que l'échantillon corresponde à la structure de la population appelée à voter. Une méthodologie en plusieurs étapes vérifie la plausibilité des réponses. Dans ce contexte, près de 15 % des participations sont en règle générale exclues à titre provisionnel dès qu'il se présente un ou plusieurs indices avertisseurs. Les résultats sont analysés sans délai pour que les quotidiens et les plateformes d'actualités de 20 Minuten et de Tamedia puissent en faire état rapidement et de manière étayée dans toute la Suisse. De plus amples renseignements ainsi que le rapport détaillé du sondage figurent à l'adresse tamedia.ch/umfragen.

Médias participants

Suisse romande: 20 minutes, 24 heures, Tribune de Genève, lematin.ch et Le Matin Dimanche;
Suisse alémanique: 20 Minuten, BZ Berner Zeitung, Der Bund, Tages-Anzeiger, Basler Zeitung, SonntagsZeitung et ZRZ Zürcher Regionalzeitungen;
Tessin: 20 minuti

Contact

Eliane Loum, responsable de la communication 20 Minuten / 20 minutes
+41 44 248 41 34, eliane.loum@20minuten.ch

A propos de 20 minutes

Lancé fin 1999, initialement pour un groupe cible jeune et urbain, le journal pendulaire 20 minutes s'étend par la suite en Suisse alémanique, en Suisse romande et au Tessin. Il devient le titre média suisse bénéficiant du plus fort taux de pénétration. Dans huit éditions locales, imprimées cinq fois par semaine et disponibles 24h/24 en format numérique, 20 minutes informe et distrait en trois langues par des contenus ayant trait à la politique, à l'économie, au sport et au divertissement. Sur les canaux numériques, 20 minutes propose également des vidéos, des formats audio et des technologies d'avenir. 20 minutes fait partie de TX Group et rassemble 20 Minuten, 20 minutes, 20

minuti, GOAT Radio, lematin.ch, Encore et les participations à l'étranger (L'Essentiel au Luxembourg et Heute en Autriche). www.20minutes.ch

À propos de Tamedia

Tamedia est active dans le monde des médias depuis 1893. Entreprise de presse d'envergure nationale, Tamedia emploie 1400 personnes en Suisse alémanique et en Suisse romande et comprend un réseau rédactionnel de première importance. Les quotidiens et hebdomadaires, revues et plateformes d'information de Tamedia sont solidement ancrés sur le plan local tout en travaillant en réseau sur le plan international. Ils assurent la diffusion de l'information et offrent des repères ainsi que du divertissement. Tamedia compte parmi ses marques des médias réputés comme par exemple 24 heures, Basler Zeitung, Bilan, BZ Berner Zeitung, Das Magazin, Der Bund, Finanz und Wirtschaft, Le Matin Dimanche, Schweizer Familie, SonntagsZeitung, Tages-Anzeiger, Tribune de Genève et les journaux régionaux zurichois (ZRZ). Son portefeuille comprend également les trois plus grands centres d'impression de journaux de Suisse. Tamedia est une entreprise de TX Group.
www.tamedia.ch